



## DÉCISION DU PRÉSIDENT

### PÔLE ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE - SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT

#### DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT ET DE L'AGENCE DE L'EAU POUR L'OPTIMISATION DU RENDEMENT DES RÉSEAUX DES DISTRIBUTION D'EAU POTABLE - RÉHABILITATION DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DE LA RUE DE LA PLACETTE, DE LA RUE DES ESCALIERS, ET DE L'IMPASSE DE LA MAISON DU PEUPLE - COMMUNE DE MONTADY

**Le Président de la Communauté de communes La Domitienne,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5211-10 ;

**Vu** les statuts de La Domitienne ;

**Vu** la délibération n° 22.120.1 du Conseil communautaire du 27 septembre 2022 portant délégation d'attributions accordées par le Conseil communautaire au Président ;

**Vu** le dossier PRO de demande de financement ;

**Vu** le détail quantitatif estimatif des travaux et le plan de financement ;

**Vu** les différents rapports et le planning proposé ;

**Considérant** les premières conclusions du schéma directeur du réseau de distribution d'eau potable faisant apparaître de multiples désordres ainsi qu'un état de vétusté avancé de la Rue de la Placette, de la Rue des Escaliers, et de l'Impasse de la Maison du Peuple à Montady ;

**Considérant** la nécessité de procéder à la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable de la Rue de la Placette, de la Rue des Escaliers, et de l'Impasse de la Maison du Peuple à Montady;

**Considérant** que le coût des travaux afférents est estimé à 56 000,00€ HT ;

**Considérant** qu'il convient de solliciter toutes subventions afin de financer cette opération ;

**I. DÉCIDE** de solliciter auprès du Département de l'Hérault et de l'Agence de l'Eau l'attribution d'une subvention la plus importante possible pour la réalisation des travaux de réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable de la Rue de la Placette, de la Rue des Escaliers, et de l'Impasse de la Maison du Peuple à Montady, dont le coût prévisionnel est de 56 000,00€ HT.

**II. PRÉCISE** que, compte tenu de l'urgence à remédier au dysfonctionnement du réseau, une demande de dérogation sera adressée au Département de l'Hérault afin de pouvoir démarrer les travaux au plus tôt.

**III. RAPPELLE** que cette opération (études et travaux) sera réalisée selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement, et qu'il en sera fait mention dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises.

**IV. RAPPELLE** que les crédits afférents sont prévus au budget de l'exercice concerné.

**V. RENDRA COMPTE** de l'exercice de cette attribution au Conseil communautaire lors de l'une de ses prochaines réunions.

**VI. INFORME** que, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier, y compris par l'application *Télérecours citoyens* qui est accessible depuis le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**VII. CHARGE** le Directeur général des services de l'exécution de la présente décision, de sa transmission au représentant de l'Etat, ainsi que, si nécessaire, au comptable public, de sa publication sur le site internet de La Domitienne et de son insertion au registre des actes administratifs de La Domitienne.

A Maureilhan, le 10 JUIL. 2023

**Pour copie certifiée conforme au registre des délibérations,**

Le Président,

Alain CARALP



Décision transmise au représentant de l'Etat le 17 JUIL. 2023

Décision certifiée publiée sur le site internet de La Domitienne le 17 JUIL. 2023

Décision présentée au Conseil communautaire du